

BIOM 25-011

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

PROCEDURE ADAPTEE
en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

MAINTENANCE des échographes de la marque SAMSUNG



S O M M A I R E

PAGES

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
4.1 Décomposition en lots	4
4.2 Décomposition en tranches	4
4.3 Décomposition en phases	4
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6 : RECONDUCTION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 7 : FORME D'EXECUTION DU MARCHÉ	4
7.1 Bon de commande	4
7.2 Commandes hors accord-cadre	5
7.3 Prestations similaires et livraisons complémentaires	5
ARTICLE 8 : PRESTATION FORFAITAIRES COMPRISES DANS LE MARCHÉ	5
ARTICLE 9 : RAPPORTS D'INTERVENTION	8
ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DES EQUIPEMENTS	8
ARTICLE 11 : AJOUT, REMPLACEMENT OU SUPPRESSION D'EQUIPEMENTS	8
ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DE PRIX	8
ARTICLE 13 : PIECES CONTRACTUELLES	9
ARTICLE 14 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE	10
14.1 Responsabilité	10
14.2 Assurances	10
ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE	11
ARTICLE 16 : CONDITIONS PARTICULIERES	11
16.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac	11
ARTICLE 17 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	12
17.1 Clause environnementale	12
17.2 Clause sociale	12
ARTICLE 18 : TRAVAIL DISSIMULE	12
ARTICLE 19 : PROTECTION DES DONNEES	12
ARTICLE 20 : AVANCE	13
ARTICLE 21 : MODALITES DE REGLEMENT	13
21.1 Remise de la demande de paiement	13
21.2 Contenu de la demande de paiement	13
ARTICLE 22 : DELAI DE PAIEMENT	13
ARTICLE 23 : INTERETS MORATOIRES	14
ARTICLE 24 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE	14
ARTICLE 25: PENALITES	14
25.1 Pénalités pour retard	14
ARTICLE 26 : MODIFICATION DU MARCHÉ	15
ARTICLE 27 : LITIGES	16
ARTICLE 28 - LISTE DES DEROGATIONS	16
ARTICLE 29- LISTE DES ANNEXES	16
ANNEXE 1	17

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (G.H.T. 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La **fonction achat du GHT 72** est dévolue à l'établissement support du G.H.T. 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements partie du GHT 72, à savoir :

- **Centre Hospitalier de Montval sur Loir (ex Château du Loir)**
- **Centre Hospitalier de La Ferté Bernard**
- **Centre Hospitalier du Lude**
- **Centre Hospitalier de Saint Calais**
- **Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe**
- **Pôle Hospitalier Gériatrique Nord Sarthe (PHGNS)**
(composé des Centres Hospitaliers de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé-le- Guillaume)
- **Pôle Santé Sarthe et Loir (P.S.S.L.)**
- **EHPAD de Bessé sur Braye**

[Dans le cas du présent marché, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du G.H.T. 72, réalise la procédure d'achat pour son propre compte.](#)

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour le compte des établissements listés ci-dessus, d'une part ;
- Et,
- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet **la maintenance des échographes de la marque SAMSUNG** installé au Centre Hospitalier du Mans.

Ces équipements sont listés à l'**annexe 1** à la fin du présent document.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Les prestations s'exécuteront sous forme d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles R2122-3 3°, R.2162-1 à R.2162-5 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1 Décomposition en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

4.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.3 Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une période **de 12 mois à compter de sa date de notification.**

ARTICLE 6 : RECONDUCTION DU MARCHE

Le marché est tacitement reconductible 3 fois par périodes de 12 mois. Le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera informé au moins 2 mois à l'avance avant la fin de la période d'exécution en cours.

Au cas où le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, déciderait de ne pas reconduire l'accord cadre, il l'exprimerait par écrit deux mois au moins avant cette échéance.

ARTICLE 7 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE

7.1 Bon de commande

L'accord-cadre fait l'objet de bons de commande conclu avec 1 titulaire.

L'accord-cadre est conclu **sans minimum et avec un maximum de 160 000 € HT** pour la durée totale du marché.

Le titulaire se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont transmis dans le cadre du présent marché.

Les bons de commande sont écrits. Ils sont notifiés en un exemplaire au titulaire.

Les commandes seront passées par l'établissement au moyen de **bons de commande** signés du Directeur des Achats ou de son représentant.

Chaque bon de commande comportera :

- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le détail des prestations, articles ou produits et les quantités commandées et la référence au devis établi par le titulaire ;

- Le(s) délai(s) d'exécution des prestations et le cas échéant la ou les dates de livraison ;
- Le(s) lieu(x) d'exécution des prestations ;
- Le montant unitaire HT et TTC des prestations
- Le montant prévisionnel total HT et TTC des prestations.

Il est rappelé que le délai de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

7.2 Commandes hors accord-cadre

Sans objet.

7.3 Prestations similaires et livraisons complémentaires

Sans objet.

ARTICLE 8 : PRESTATION FORFAITAIRES COMPRISES DANS LE MARCHE

Le titulaire mettra à disposition du Centre Hospitalier du Mans un service d'assistance téléphonique fonctionnant les jours ouvrés :

➤ **Du lundi au vendredi de 8h à 18h**

Le titulaire apportera au Centre Hospitalier du Mans toute aide utile en vue d'améliorer le fonctionnement de ces équipements ou de remettre en service ceux-ci dans les meilleurs délais.

Toutefois, s'ils estiment que l'intervention requise ne peut, même partiellement, être effectuée dans de bonnes conditions par téléphone, le titulaire fera le nécessaire pour dépêcher un technicien compétent sur le site.

1. Maintenance préventive

a – Contenu

Au cours des visites préventives, le titulaire exécutera les opérations suivantes :

- contrôle général du fonctionnement,
- réglages,
- nettoyage,
- conseil aux utilisateurs,
- contrôle général du bon état technique en fonction notamment des observations faites par le Centre Hospitalier du Mans,
- essais de fonctionnement,
- contrôle de la manière dont les appareils sont utilisés et entretenus par le personnel du Centre Hospitalier du Mans, et le cas échéant, compte rendu - au responsable du service - des constatations effectuées à l'occasion de ce contrôle,
- mise à niveau gratuite des logiciels, en cas d'amélioration des fonctions existantes (Up Garde correctif seulement, Up grade évolutif exclu).

Les visites ou interventions de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales en vue d'en assurer une utilisation satisfaisante.

b - Fréquence – durée

Le titulaire s'engage à assurer chaque année par des techniciens qualifiés, **1 visite préventive sur chaque appareil** pendant la durée du présent marché.

Ces visites seront faites du **lundi au vendredi de 8h à 18h**.

Elles seront programmées au moins un mois à l'avance après accord des services techniques du Centre Hospitalier du Mans et du service utilisateur.

Si l'une des deux parties désire déplacer la date de la visite, elle en informe l'autre, au moins huit (8) jours avant la date prévue.

La durée de la visite sera indiquée par le candidat au moment de la prise de rendez-vous.

2. Maintenance corrective

En cas de fonctionnement défectueux ou de panne des appareils, le titulaire, interviendra au plus tard, sauf en cas de force majeure, **dans les 24 heures** suivant l'appel par téléphone ou télécopie du Centre Hospitalier du Mans **en cas de panne bloquante** et sous **48 heures en cas de panne non bloquante**.

Les interventions seront faites du **lundi au vendredi de 8h à 18h**

Le titulaire satisfera les demandes d'intervention sans limitation du nombre.

Lors des interventions dans le cadre de la maintenance corrective, le titulaire procédera aux opérations de réglage et de vérification des appareils afin que ceux-ci répondent aux spécifications techniques du fournisseur, sous réserve d'une utilisation conforme à celles-ci.

Les interventions au titre de la maintenance corrective et préventive s'effectueront, selon les nécessités, soit au Centre Hospitalier du Mans (de préférence), soit dans les ateliers du titulaire. Dans ce cas, le transport de l'appareil sera à la charge du candidat.

Le titulaire prêtera, en outre, au Centre Hospitalier du Mans un appareil similaire pendant le temps d'immobilisation de l'appareil, et ce sans frais supplémentaires, dans le cas d'un retour en atelier.

3. Fourniture de pièces détachées

Les pièces détachées fournies à l'occasion des visites préventives et correctives sont **gratuites**.

Le forfait de maintenance inclut 1 sonde par an et par équipement hors bris de sonde.

4. Main d'œuvre et déplacement

La main d'œuvre, le déplacement, le séjour et le transport sont compris dans le présent marché. Ils ne donneront lieu à aucune facturation supplémentaire.

5. Mise à jour des logiciels

Le titulaire s'engage à effectuer la mise à jour du matériel et des logiciels lors des visites de maintenance préventive (Up grade correctif seulement, Up garde évolutif exclu).

6. Prestations exclues du forfait

L'obligation d'entretien le titulaire, au titre des maintenances, ne couvrira pas la réparation des dommages ou de l'usure causés par :

- un usage non conforme aux spécifications techniques de l'appareil ;
- un raccordement au secteur et/ou à la terre non conforme aux spécifications techniques ;
- un accident, choc inhabituel, défection de l'air conditionné, non-respect des spécifications d'environnement, une faute intentionnelle ou non, ou négligence de l'utilisateur, un déplacement de l'appareil dans des conditions autres que celles prévues par les spécifications techniques ;
- toute modification, montage, démontage ou réparation de l'appareil et, plus généralement, toute intervention effectuée par le Centre Hospitalier du Mans ou un tiers autre que le titulaire sur les matériels et non prévue aux spécifications techniques ;
- l'utilisation d'accessoires inappropriés, c'est-à-dire ne respectant pas les spécifications techniques ;
- tous défauts provoqués ou consécutifs au feu, à l'eau ou la foudre et plus généralement tous les cas de force majeure.

7. Maintenance à l'attache

Pour les demande ponctuelles d'intervention pour des équipements hors forfait, elles seront effectuées après l'établissement d'un devis par le titulaire **comportant la main d'œuvre, le déplacement et les pièces détachées (sur catalogue)**.

Ces interventions seront validées au moyen d'un bon de commande signé du Directeur des Achats, ou son représentant, de l'établissement concerné.

ARTICLE 9 : RAPPORTS D'INTERVENTION

Chaque intervention préventive ou corrective sur l'équipement cité en [annexe 1](#) donne lieu à l'établissement par le titulaire d'un rapport résumant la nature des travaux effectués, la liste des pièces changées, les anomalies constatées, ainsi que les heures de début et de fin d'intervention. Ce rapport sera remis au responsable du service biomédical du Centre Hospitalier du Mans.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DES EQUIPEMENTS

Le titulaire pourra, sauf désaccord écrit de l'établissement concerné, effectuer, sans frais supplémentaires, toutes les modifications destinées à améliorer le fonctionnement et la fiabilité des appareils objet du présent marché.

ARTICLE 11 : AJOUT, REMPLACEMENT OU SUPPRESSION D'EQUIPEMENTS

A – Suppression de matériel

Dans le cas de la suppression d'un équipement, la Direction des Achats de l'établissement concerné en informera par écrit le titulaire, la fin de la redevance pour ce matériel prend effet immédiatement.

B – Remplacement de matériel

Dans le cas du remplacement d'un des équipements listés à [l'annexe 1](#) du présent document, il sera fait une mise à jour de la liste des matériels inclus dans le présent marché. Une modification de marché (avenant) ne sera pas nécessaire dans la mesure où le forfait n'est pas modifié.

C – Ajout de matériel

Dans le cas de l'acquisition d'un nouvel équipement de même nature, celui-ci pourra être ajouté au marché initial par voie de modification de marché (avenant).

ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DE PRIX

Les prix du marché sont **fermes** la première année à l'exécution des prestations de maintenance.

Les modalités de variation des prix des prestations de maintenance sont arrêtées selon la formule et l'indice suivant :

Le prix est révisable.

Au-delà, les prix seront révisés à la hausse comme à la baisse, annuellement à date anniversaire du contrat. Le titulaire enverra ses prix révisés au moins deux mois avant chaque échéance annuelle.

La demande de révision devra contenir :

- La valeur de(s) l'indice(s)
- La formule de révision
- Les prix initiaux des annexes financières du marché

- Les prix révisés des annexes financières du marché

Cette demande devra être adressée au Directeur des Achats du Centre Hospitalier du Mans à l'adresse mail suivante : ktessier@ch-lemans.fr

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P = P_o [0.15 + 0.85 (a I/I_o + b I'/I'_o + c I''/I''_o + d...)]$$

dans laquelle :

- * P étant le prix révisé
- * P_o le prix initial
- * I_o, I'_o, I''_o ... sont les valeurs prises au mois zéro par les ou l'index de référence I du marché
- * I, I', I'' ... sont les valeurs prises au mois d'établissement de l'acompte par les ou l'index de référence(s) I du marché ;
- * a, b, c, ...sont des pourcentages dont la somme est égale à 100, choisis de manière à refléter dans la composition du prix initial, les propositions des valeurs d'ouvrages rattachées à chaque index.

La date d'établissement des prix est la date de remise de l'offre définitive.

Index de référence : Indice de prix de production des services français aux entreprises CPF 62.02 Services d'assistance technique tierce maintenance applicative 010546162.

Clause de sauvegarde

Dans le cas où le prix ajusté entraînerait une augmentation annuelle supérieure à 3%, le Directeur des Achats du Centre hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, après avoir évalué la situation économique et les conditions de la concurrence, se réserve la possibilité soit de :

- * Plafonner l'augmentation à 2%,
- * De ne pas reconduire le marché.
- * De résilier le marché.

ARTICLE 13 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous* :

- L'Acte d'engagement (AE ou ATTRI1) et ses éventuelles annexes dans la version résultat des dernières modifications éventuelles, gérées par modification du marché (avenant, acte de sous-traitance) et/ou par mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.T.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*) ;
- L'offre financière du titulaire, ([annexe financière](#)) (*) comprenant le contrat de maintenance et le catalogue des pièces détachées.
- Le Règlement Intérieur du (ou des) établissement(s) concerné(s).

*Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Les obligations du candidat au titre du présent marché sont limitées à la remise de l'appareil en un état de fonctionnement conforme aux spécifications techniques et sous réserve des cas de force majeure.

Le respect des prescriptions légales de sécurité incombe au Centre Hospitalier du Mans (prise de terre notamment).

14.1 Responsabilité

Le candidat assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, elle est seule responsable des dommages qu'elle peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens du Centre Hospitalier du Mans, ou à ceux de tiers.

14.2 Assurances

Le candidat doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages corporels et matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux, objet du marché.

Dans un **délai de 5 jours maximum**, à dater de la **notification du marché**, le candidat devra justifier auprès la Direction des Achats du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du G.H.T. 72, qu'il a souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages de toutes natures causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendie.

L'attestation de leur assureur indiquera la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le candidat devra fournir au Centre hospitalier du Mans, établissement support du G.H.T. 72, chaque année du marché, une attestation en cours de validité, sans que celui-ci ait à la demander.

ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 16 : CONDITIONS PARTICULIERES

16.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

Par ailleurs, en tant qu'établissement de santé, le Centre Hospitalier du Mans a décidé de renforcer son action en faveur de la prévention des risques liés au tabac et s'engage dans la stratégie nationale de promotion des lieux de santé sans tabac.

Pour soutenir les personnes en cours de sevrage et pour protéger les non-fumeurs, toute l'enceinte du CHM, y compris les espaces extérieurs, est non-fumeur.

Seules quelques zones fumeur clairement identifiées restent à disposition des personnes qui souhaitent continuer l'usage du tabac.

En cas de non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 10 € par manquement constaté.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

16.2 Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

ARTICLE 17 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

17.1 Clause environnementale

Le présent marché public est soumis à des considérations environnementales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande et du CCAG applicable et notamment concernant les déplacements, les livraisons, la limitation et la gestion des déchets, les consommations et surconsommation d'énergie (eau, électricité), les rejets dans le milieu naturel.

17.2 Clause sociale

Sans objet

ARTICLE 18 : TRAVAIL DISSIMULE

Conformément aux dispositions du Code du Travail, le titulaire devra prouver tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, sa conformité dans le domaine des règles relatives au travail dissimulé (pièces prévues aux articles D8222.5 et D8222.7 du Code du Travail : attestation « vigilance »). **Les documents devront être transmis sans que le Centre Hospitalier en ait à faire la demande.**

ARTICLE 19 : PROTECTION DES DONNEES

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 20 : AVANCE

En application de l'Option B du CCAG retenue, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond à 5 %.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Néanmoins l'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

ARTICLE 21 : MODALITES DE REGLEMENT

21.1 Remise de la demande de paiement

La remise de la demande de paiement sera trimestrielle à terme échu pour les prestations de maintenance.

Pour les autres prestations, la remise de la demande de paiement se fera après admission des prestations, conformément aux stipulation du marché.

21.2 Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

Les demandes de paiement sont établies sous forme de facture comprenant les éléments suivants :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Les noms et adresses du créancier ;
- Le destinataire de la facture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion) ;
- Le numéro et la date du marché (ainsi que le numéro et la date du bon de commande si marché à bons de commande) et les références du bon de livraison ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

ARTICLE 22 : DELAI DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement sera de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

ARTICLE 23 : INTERETS MORATOIRES

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément à l'article R2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

ARTICLE 24 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Les coordonnées des comptables assignataires de **chaque établissement membre du GHT 72** sont indiquées dans [l'Annexe A – Coordonnées des établissements membres du GHT 72](#) jointe au présent CCATP.

ARTICLE 25: PENALITES

25.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.2, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 aucune exonération n'est prévue.

La pénalité de retard s'applique selon la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 1000$$

dans laquelle :

- P correspond au montant des pénalités,
- V à la valeur des prestations (égale au montant hors variation de prix et hors TVA de la partie des prestations retardées).
- R = le nombre de jours de retard.

25.2 Pénalités pour indisponibilité

Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment de l'acheteur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute :

- dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait de l'acheteur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;
- dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par le marché.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 30$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération annuelle versée au titre de la maintenance ;

R = le nombre de jours de retard.

25.3 Pénalités diverses

Sans objet

ARTICLE 26 : MODIFICATION DU MARCHÉ

26-1 – Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen dans les conditions définies ci-après :

- Dans le cas où un établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72), quel qu'il soit, recenserait un besoin similaire aux prestations, objet du présent marché public, et ce, pendant toute sa durée, lesdites prestations seraient intégrées au présent marché public.
Elles seront réalisées conformément au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières de l'accord cadre, et, éventuellement à son (ou ses) annexe(s), et aux conditions prévues à l'article R.2194-2 du Code de la Commande Publique.
Pour se faire, un établissement membre du GHT 72 exprime, auprès du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, un besoin similaire à celui décrit dans le présent marché public.

Dans ce cas, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de modifier le présent marché public en intégrant les prestations par la notification d'une « modification du marché » au titulaire. Cette modification précisera notamment le nom de l'établissement partie concerné, la durée d'exécution de la prestation et le lieu d'exécution.

- En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, en cas de changement de titulaire dans le cadre de la distribution de produits à titre exclusif.
- En cas d'accord financier au titre de l'escompte.

ARTICLE 27 : LITIGES

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément au chapitre 8 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

CCIRA de Nantes
DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1
☎ 02 53 46 79 83 - 📠 02 53 46 79 79
paysdl.ccira@dreets.gouv.fr
<https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr>

ARTICLE 28 - LISTE DES DEROGATIONS

L'article 13 du CCATP déroge l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'article 25 du CCATP déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS

ARTICLE 29- LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 DU CCATP – DESCRIPTION DES EQUIPEMENTS

ANNEXE A - Coordonnées des établissements du GHT 72

LISTE DES EQUIPEMENTS

	N° de série	N° d'inventaire
<u>Echographe</u> WS80A ELITE	S0ZCM3HH700007M	201600335/01
<u>Echographe</u> WS80A ELITE	S0ZAM3HH500002W	201600336/01
<u>Echographe</u> HERA W10	S235M3HTA00004Z	202300224/01